



L'entrée dans une nouvelle ère

(3/3) L'Afrique face au monde

Eugène BERG | Ancien ambassadeur, enseignant et essayiste.

Ramsès consacre son troisième dossier au *limes* africain : « Ordres et désordres africains ». Notre relation à l'Afrique allie à la fois marque d'altérité et espace d'échange. Cette distance et cette proximité nous sont imposées par la géographie, l'histoire et la circulation des hommes. Diverses entrées saisissent la diversité africaine, notamment « Peut-on parler d'Afrique(s) ? » (Camille Haba et Sina Schlimmer). On voit que l'héritage colonial n'est toujours pas digéré, ni d'un côté ni de l'autre. Il perdure dans les têtes et les institutions, en dépit de la multiplicité et la diversité des États. Les conflits locaux ou régionaux, qui traversent nombre de zones du continent s'insèrent de plus en plus dans des logiques géopolitiques plus larges, à mesure que pèsent, se déploient, les acteurs extérieurs. Bien des sujets sont examinés. « Comprendre les engagements russes en Afrique » (Arnaud Kalika), qui semblent faire écho à l'assèchement de la relation russo-occidentale. Mais entre la Chine et la Russie, le combat en Afrique semble perdu d'avance : la première détient 19,6 % des parts de marché contre 2,4 % pour la Russie. « La Turquie en Afrique » (Élisa Domingues Dos Santos) nous apprend que le pays a également considérablement étendu sa présence sur le continent. Elle compte 43 ambassades, réseau qui se superpose à celui de la Turkish Airlines, qui dessert, depuis la Turquie, 61 destinations. Entre 2003 et 2020, les échanges commerciaux avec l'Afrique sont passés de 5,1 milliards à 29,45 Mds\$.

L'Atlas géopolitique mondial 2023, en dehors des ports chinois ou du pont sur le Zambèze, reliant la Zambie au Botswana, ne porte que sur les conflits (Tigré, République démocratique du Congo), la discorde au sujet du grand barrage sur le Nil ou les insécurités et tensions foncières. C'est relativement peu pour un continent aussi vaste, si proche de nous.

Courtisés pour leurs ressources en gaz et en pétrole, les pays africains évoluent aujourd'hui dans une configuration multipolaire plus favorable qu'ils tentent de mettre à profit depuis quelques années notamment pour obtenir au Conseil de sécurité des Nations unies, *via* le Groupe des États d'Afrique qui représentent 25 % des États-membres, cinq sièges de non-permanents au lieu des trois actuels sur 15 et deux sièges permanents. Le Nigeria et l'Afrique du Sud sont des candidats naturels à des places qui supposent une réforme de l'ONU, pour l'heure, et sans

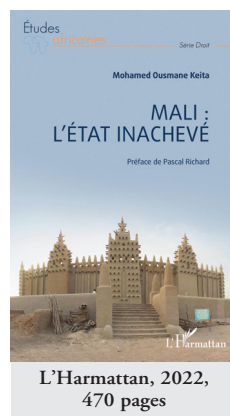


doute encore pour longtemps, ensablée. Cependant, ces efforts légitimes pour une meilleure représentation dans les instances internationales commencent à porter leurs fruits : en 2021, la nigériane Ngozi Okonjo-Iweala est devenue la première femme et la première Africaine à être désignée directrice de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La voix des Africains résonnera d'autant plus qu'elle sera unie et c'est tout l'enjeu du renforcement des organisations régionales qui ont leur partition à jouer dans un concert diplomatique à l'échelle mondiale.

En tout état de cause, la démocratie ne s'impose pas : il faut en faire naître progressivement les conditions. Les Européens doivent y travailler par leur aide et leur ingénierie. L'histoire et la géographie ont tissé des liens forts entre les deux continents et nombre de questions les concernant deviennent de façon croissante des « affaires intermestiques », à la fois internationales et intérieures selon l'expression du politologue américain James Rosenau. Longtemps objets des relations internationales, les États africains en sont devenus sujets et acteurs. Même si les difficultés sont nombreuses, ils ne manquent pas d'atouts y compris sur le plan du *Soft Power* avec des industries culturelles, comme la musique, très dynamique.

La Russie a évincé la France, au Mali, y a installé sa milice Wagner, forte d'un millier d'hommes, qui sert plus de garde prétorienne au pouvoir qu'elle ne se livre à la chasse aux terroristes. Ce triste état de choses ne fait que démontrer l'état de déliquescence dans lequel est tombé l'État malien, phénomène qu'analyse Mohamed Ousmane Keita dans *Mali : l'État inachevé*. Dans une approche un peu théorique, mais qui reste éclairante, l'auteur part d'un simple constat : l'incertitude sur la forme et la nature de l'État malien a été confirmée par la crise de 2012. Cette crise a, par sa violence et la rapidité avec laquelle l'État s'est effondré, mis en lumière les dessous de la configuration particulière de la société politique malienne. Elle a fait comprendre au monde que l'ampleur du discrédit de l'autorité officielle, notamment celle de l'État et du droit malien, dépassait le cadre d'un entendement ordinaire. Dans la configuration actuelle du Mali, l'officiel – c'est-à-dire ce qui est rendu public en vertu d'une autorité qui légitime l'information porteuse du commandement – est généralement minoritaire. Un complet décalage persiste avec l'atavisme des outils officieux et domestiques des conduites humaines considérés comme informels. En d'autres termes, contrairement aux États occidentaux qui maîtrisent relativement bien ces deux faces de leurs sociétés politiques grâce à la banalisation et une plus large propension de l'officiel, l'État malien est dominé par l'informel dans ses mécanismes de commandement.

Au moment, où malgré ou à cause de ses déboires en Ukraine, la Russie déploie ses efforts pour grignoter les positions françaises, avant de carrément la déloger de l'Afrique de l'Ouest, la lecture du livre d'Adrien Poussou apporte

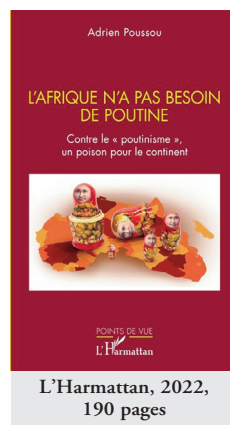


quelques idées fraîches : *L'Afrique n'a pas besoin de Poutine – Contre le « poutinisme », un poison pour le continent.*

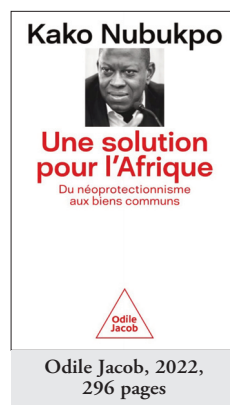
Expert en géopolitique, éditeur et patron de média, il fut ministre de la Communication et de la Réconciliation nationale en République centrafricaine. Il ne s'embarrasse pas de fioritures, et fort de son expérience sur le terrain, il avance une thèse qui mérite l'examen, même si elle ne peut être retenue comme la seule explication de la percée actuelle de la Russie en Afrique. Pour lui les seules « conséquences des agissements » de la Françafrique, la volonté affichée de Poutine de placer ses pions sur le continent ou encore sa détestation de l'Occident ne suffisent pas à expliquer la nouvelle stratégie de la Russie en Afrique. Il se demande si la détermination farouche de Poutine de faire main basse sur les richesses de ce continent, qui lui est totalement inconnu, au détriment des Occidentaux, était simplement guidée par l'appât du gain, exacerbé par la hausse du cours de l'or depuis 2017 ? Il aurait dû ajouter les ventes d'armes à l'Afrique (un tiers des ventes mondiales), l'action des sociétés d'État, énergétiques et minières. Un autre intérêt de son ouvrage est qu'il rend compte des échanges passionnés sinon excessifs, mettant aux prises « prorusses » et « valets de la France » sur les réseaux sociaux, dans la presse traditionnelle ou quelquefois dans les rues des villes.

Une solution pour l'Afrique, proclame Kako Nubukpo, ancien ministre chargé de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques au Togo (2013-2015), commissaire chargé du département de l'Agriculture, des Ressources en eau et de l'Environnement de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La singularité de l'Afrique réside dans le fait qu'elle est le premier continent dans l'histoire à devoir intégrer en moins de cinquante ans (2000-2050) 2 milliards d'humains dans un contexte de faible productivité agricole, de quasi-absence d'industries et d'urbanisation. Le constat n'est guère nouveau, mais son urgence n'est guère perçue, titre d'ailleurs du précédent ouvrage de l'auteur (*L'urgence africaine : Changeons le modèle de croissance*, Odile Jacob, 2019).

Pour sortir de l'impasse actuelle, l'auteur préconise une solution radicale, qu'il désigne « en communs », une référence explicite aux Biens communs (de l'humanité). Il s'agit d'un projet politique ambitieux, revenant à réhabiliter les modes d'organisation économique, sociale et politique d'un continent largement habitué à vivre en commun et à partager ses ressources. Au-delà de cette approche doctrinaire, il s'agit à ses yeux de mieux valoriser les matières premières fossiles, de valoriser à leur juste valeur des ressources naturelles à préserver pour le monde (forêts...) ; transformations locales des matières premières tant pour l'exportation



L'Harmattan, 2022,
190 pages



Odile Jacob, 2022,
296 pages



que pour la consommation fossile. Il s'agit d'un programme d'ampleur, qui on peut se demander s'il est réalisable dans les conditions actuelles. Toutefois, même s'il ne l'est pas dans son intégralité, il fournit un espoir au continent et le sort des scénarios pessimistes actuels (chaos ou faillite). ♦